

MARCHE INTERIEUR DE L'ELECTRICITE

Electrons libres



Actuellement les parcs d'éoliennes fleurissent. Mais à moyen terme, libéralisation et respect de l'environnement ne font pas forcément bon ménage.
(Photo: Renée Wagener)

Libéraliser le marché de l'électricité, à quoi ça sert? Faire baisser les prix et donner leur chance aux énergies renouvelables, assurent les uns. Enrichir les grandes entreprises et cimenter leur pouvoir, redoutent les autres.

La libéralisation est une invention géniale. Désormais, si vous le souhaitez, Cegedel vous fournit du "Nova Naturstroum", de l'électricité produite à partir de ressources renouvelables. Le prix au kWh, malgré un surcoût, n'est pas plus élevé que ce qu'on payait il y a quelques années pour du "courant gris", c'est-à-dire d'origine non spécifiée. Liberté de choix et prix en baisse, voilà deux éléments clés de la libéralisation du marché de l'électricité par l'Union européenne. Les deux éléments sont liés. En effet, c'est moins la liberté de choisir du courant vert qui a motivé les directives relatives au marché intérieur de l'électricité que la liberté du commerce. L'idée étant d'abolir les grands monopoles, de mettre en concurrence aussi bien les producteurs que les distributeurs d'électricité, de faire baisser le prix du courant et, de ce fait, d'améliorer la compétitivité de l'industrie européenne.

Une première directive en ce sens avait été adoptée en 1996. "D'importantes lacunes subsistent et il reste possible d'améliorer le fonctionnement de ce marché.", constatent cependant les auteurs de la seconde directive, adoptée en 2003. Et d'indiquer comme objectifs: garantir des conditions de con-

currence, réduire le risque de domination du marché, protéger les droits des petits consommateurs vulnérables, informer sur les sources d'énergie utilisées et leur impact sur l'environnement.

Liberté apprivoisée

Claude Turmes, député Vert européen et rapporteur pour la seconde directive, a estimé dans une interview donnée au woxx (août 2003): "Un système faisant appel au marché a besoin de plus de règles qu'un système sur base de monopoles." Il voit avant tout dans cette directive une re-régulation par rapport à la libéralisation "sauvage" de 1996.

L'autre raison d'être de cette seconde directive est qu'elle accélère l'ouverture du marché. De plus elle étend la libéralisation de l'électricité aux "clients résidentiels", ceux qui en font un usage domestique. Dès juillet 2004, les utilisateurs commerciaux seront tous "clients éligibles" c'est-à-dire libres d'acheter de l'électricité au fournisseur de leur choix. Et en juillet 2007 au plus tard, il en sera de même pour les client-e-s résidentiel-le-s.

L'intérêt soudain de Cegedel pour le courant vert est d'ailleurs dû à cette liberté de choix à venir. Il s'agit pour l'ex-monopoliste de préparer

le terrain pour 2007, quand Monsieur et Madame Tout-le-monde pourront commander leur électricité ailleurs, par exemple chez des distributeurs de courant vert allemands ... ou auprès de EDF. En effet, il est difficile à prédire si cette liberté de choix jouera vraiment en faveur de l'environnement.

Certes, les consommateur-trice-s doivent être informé-e-s sur les origines exactes du courant acheté. C'est d'ailleurs là une des victoires remportées par les écologistes sur le lobby des grands producteurs d'électricité. Mais cette information incitera-t-elle les gens à changer de produit voire de fournisseur afin de soutenir l'électricité propre, produite à partir de sources renouvelables? Ou

est-ce le prix qui déterminera les choix, défavorisant le courant vert et poussant même les consommateur-trice-s vers le "courant jaune", le moins cher, celui produit dans les centrales nucléaires?

Vert contre jaune

La directive prévoit bien que des "obligations de service public" peuvent être imposées aux entreprises du secteur de l'électricité. Celles-ci incluent explicitement "la protection de l'environnement, y compris l'efficacité énergétique et la protection du climat". Le hic, c'est que de telles dispositions sont laissées à la discrétion des Etats-membres. Et comme de telles obligations ont tendance à rendre plus chère l'élec-

tricité, on risque d'assister à un nivellement vers le bas en la matière.

Il sera intéressant de voir comment le Luxembourg transposera cet aspect de la directive, notamment en ce qui concerne les restrictions d'importations d'énergie nucléaire. Officiellement, l'ensemble de la classe politique luxembourgeoise est anti-Cattenom et anti-nucléaire. Pourtant, lors de la transposition de la première directive, la commission de l'environnement de la Chambre s'était montrée timorée: "Il devrait être possible de prévoir un mécanisme offrant une protection contre l'importation d'énergie électrique provenant de sources douteuses, telles les centrales nucléaires ne correspondant pas aux standards techniques et de sécurité européens." Une façon de dire que l'on préfère Cattenom à Tchernobyl ... Le texte de la loi ne reprend même pas cette modeste restriction, mais renvoie à un règlement grand-ducal ... qui n'a toujours pas vu le jour. Parlement et gouvernement se montreront-ils plus courageux lors de la transposition de la directive de 2003?

De toute façon le nucléaire a été le grand gagnant des négociations autour de cette seconde directive. Avec un parc de centrales désormais bien amorties, des sociétés comme EDF et Eon peuvent proposer l'électricité à des prix imbattables. Les critiques comme Claude Turmes rappellent que ces prix occultent les coûts véritables: ces centrales ont été conçues et construites à l'aide de fonds publics et sont exemptes de contracter une assurance couvrant le risque d'un accident majeur - là encore, ce sera l'Etat qui payera. De plus ces sociétés ont à leur disposition les fonds accumulés en vue du démantèlement des centrales, estimés à 200 milliards d'euros. Elles pourront s'en servir pour racheter d'autres entreprises du secteur et renforcer leur domination sur le marché. Claude Turmes avait tenté de faire interdire de telles pratiques. Mais la France et l'Allemagne, relayant les intérêts de leurs grandes entreprises énergétiques, ont fait pencher la balance: pas de régulation des fonds, juste un suivi attentif par la Commission européenne de l'utilisation qui en est faite.

Autre ombre au tableau: la sécurité d'approvisionnement. Considérée comme un sujet marginal tout au long du processus d'élaboration de la



La courbe de la baignoire
(Source: Schwarzbuch Privatisierung, Michel Reimon et Christian Felber, Vienne 2003)

directive, elle est revenue au centre des interrogations suite aux pannes de courant aux Etats-Unis et en Italie, survenues peu après l'adoption du texte. "J'ai essayé de thématiser ce risque au cours des négociations. Mais comme il n'y avait pas eu de pannes majeures durant des décennies, mes propositions ont été écartées", raconte Claude Turmes. Il avait recommandé d'instaurer des capacités de réserve obligatoires et surtout de promouvoir les économies d'énergie. Les conclusions qu'a tirées des pannes de courant la commissaire européenne à l'énergie Loyola De Palacio en décembre 2003 sont toutes

s'y rattache. Mais elles pourraient être affaiblies si on leur imposait une séparation stricte entre les activités de production, de transport et de vente de l'électricité.

Sur ce dernier point, le rapporteur Vert avait déjà perdu: seule une séparation sur le plan de la forme juridique est imposée par la directive. Ainsi il suffit aux grandes entreprises de filialiser leurs activités, sans pour autant abandonner la propriété et le contrôle de l'ensemble des activités dans le secteur de l'électricité. Les propositions de Loyola De Palacio sonnent également le glas de l'espoir de décentraliser l'approvisi-

prix. La "courbe de la baignoire" illustre comment les prix descendent d'un côté, passent par le fond de la baignoire et remontent ensuite vers l'autre côté. Durant la première phase de la libéralisation, on supprime des emplois et des surcapacités, ce qui fait baisser les prix, écrivent-ils. Sous la pression de la concurrence certains opérateurs font faillite, d'autres nouent des partenariats stratégiques, comme l'ont fait Ruhrgas et Eon. Les auteurs citent l'agence conseil A. T. Kernsey, qui prédit que dans cinq ans, le marché de l'énergie européen sera dominé par seulement cinq grandes entreprises. A ce moment-là, l'o-

contradiction avec ce qui est globalement souhaitable: maximiser l'efficacité énergétique, c'est-à-dire consommer moins d'énergie tout en maintenant ou en améliorant la qualité de vie.

Prix à payer

Pour remédier à ces effets néfastes, des critiques modérés de la libéralisation comme Claude Turmes proposent de réguler le marché, de favoriser énergies renouvelables et économies d'énergie à l'aide de directives et de fonds d'aide ciblés. Absurde, rétorquent Michel Reimon et Christian Felber - l'objectif d'une libéralisation est de déréguler, non de réguler. Ce n'est pas un hasard si les deux auteurs avaient été invités par la fédération syndicale FNCTTFEL, qui défend les intérêts des cheminots et d'autres employés publics. Justin Turpel de la FNCTTFEL est convaincu que seul un opérateur public peut garantir la sécurité d'approvisionnement dans un secteur comme l'électricité: "Au niveau de l'entretien des réseaux par exemple, il y a des investissements à faire qui s'amortissent sur 30 ou même 50 ans ... A quoi bon libéraliser si on veut freiner des quatre fers par après?" Quant aux gains d'efficacité liés à la mise en concurrence, il se montre sceptique: "Cela reste à prouver." Et les économies réalisables au niveau des salaires, relativement élevés dans le secteur public? Le syndicaliste s'indigne: "Les chantres de la libéralisation n'en parlent jamais. Si tout ce manège doit servir à comprimer les salaires, qu'on le dise ouvertement au moins."

Mais le principal hic de la libéralisation est que toute tentative de régulation se heurte aux intérêts de puissants groupes industriels. Ceux-ci disposent de moyens considérables pour influencer les décisions prises dans la sphère politique. L'Union européenne, si jamais elle souhaitait sérieusement réguler les agissements des grandes entreprises issues de la libéralisation, se retrouverait dans le rôle de l'apprenti sorcier ne maîtrisant plus les génies maléfiques qu'il a créés.

Raymond Klein

DISTRIBUTEURS COMMUNAUX

La guerre des gauches

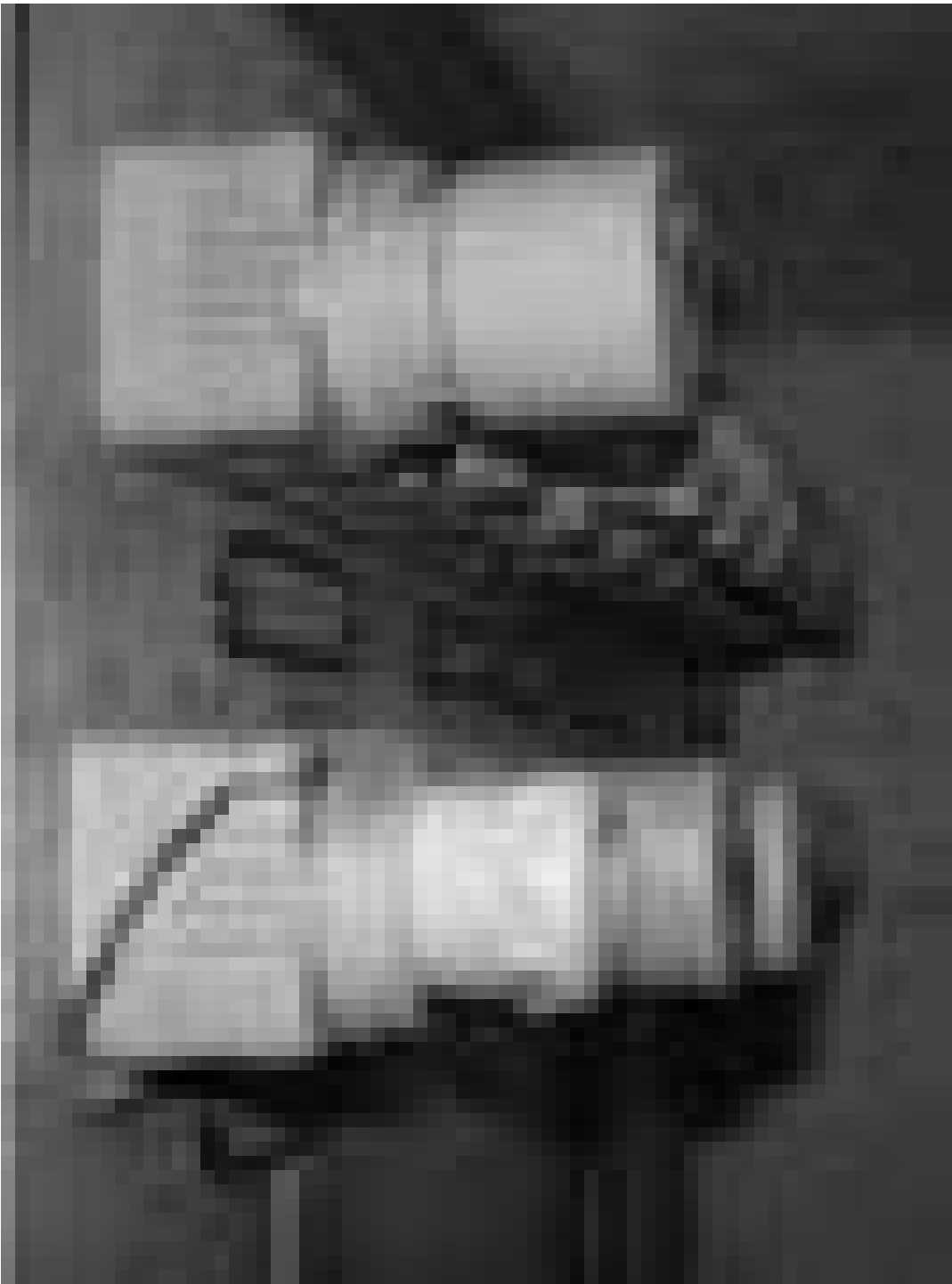
(RK) - Vendredi, 13 février: les voix du DP se mêlent aux voix socialistes et Vertes de la majorité au conseil communal d'Esch-sur-Alzette. En face: Déi Lénk et l'échevine Vera Spautz (LSAP), également de la majorité, plus ... le CSV. L'enjeu est l'avenir du service d'électricité de la ville. Confrontée aux dispositions européennes sur la libéralisation du marché de l'électricité, la ville d'Esch, l'un des rares distributeurs indépendants de Cegedel, se devait de réagir. En effet, à partir du 1er juillet les gros clients auront le droit de changer de fournisseur. Or, toute décision d'une commune en matière de tarifs doit passer devant le conseil communal puis être contresignée par le ministre de l'Intérieur. Pour accélérer et flexibiliser l'achat et la vente de courant électrique, tous les distributeurs s'apprêtent à externaliser ces services d'une manière ou d'une autre.

Mais que faut-il externaliser et sous quelle forme? La question avait divisé le mouvement Déi Lénk durant de longs mois. Le parti communiste, à l'époque encore engagé dans le mouvement, s'était prononcé pour une solution à la manière de Sudgaz: transformer l'ensemble du service électricité en une société anonyme de type privé, mais entièrement propriété de la commune. La majorité de Déi Lénk, fortement sensibilisée aux idées refusant en bloc toute privatisation ou libéralisation, s'était finalement prononcée pour une externalisation la plus réduite possible. Pendant ce temps, l'échevin à l'énergie, le Vert Felix Braz, avait élaboré un savant montage de société de droit privé, gérée par la commune et locataire du réseau de distribution auprès de celle-ci. L'objectif étant de réunir dans une société privée les activités d'achat, de distribution et de vente, tout en gardant un maximum de contrôle public. C'est cette dernière proposition qui l'a emporté au conseil communal, par dix voix contre neuf.

"Le choix de la ville d'Esch utilise au mieux les possibilités offertes par la directive", estime le Vert Claude Turmes, député européen et expert en la matière. "Je me suis battu pour que les petits opérateurs ne soient pas obligés de créer des structures séparées pour la distribution et le commerce de l'électricité. C'est seulement comme ça qu'ils ont une chance sur un marché dominé par des multinationales." Quant aux désaccords à l'intérieur de la coalition rose-rouge-verte, Claude Turmes y voit une "mise en scène". "Il ne s'agit nullement d'une privatisation", martèle-t-il. Pour éviter tout risque que la société nouvellement créée soit revendue un jour, il recommande le modèle danois: avant toute privatisation d'une société communale, il faut passer par un référendum.

"Nous sommes contre le principe de la libéralisation", affirme Justin Turpel, responsable du secteur public à la fédération syndicale et militant de Déi Lénk. "Mais si libéralisation il y a, nous ne voulons pas que les acteurs publics laissent le champ libre au privé." La ville de Luxembourg, sous la pression des syndicats, s'est contentée d'externaliser les seuls services d'achat et de vente, conservant la gestion du réseau. Mais ni cette solution, ni le montage eschois ne satisfont Justin Turpel. Il reconnaît à ce dernier l'avantage d'offrir un service intégré aux client-e-s. Mais l'idéal, à ses yeux, serait de mettre en oeuvre ce service intégré dans le cadre de l'appareil communal. Quant à la flexibilité rendue nécessaire par la libéralisation et faisant défaut aux services communaux tels qu'ils fonctionnent actuellement, quelques changements dans la loi communale suffiraient pour la rendre possible.

"Justement, les communes ne peuvent pas attendre un hypothétique changement législatif avant de s'adapter aux défis du marché", estime Claude Turmes. D'autant moins que le ministre de l'Intérieur semble favoriser une privatisation pure et simple des services d'électricité - refusant même d'entériner les dispositions prises par la ville de Luxembourg en la matière. Pour le député européen Vert, l'enjeu principal est de préserver la propriété publique des réseaux: "A Esch, nous avons tout fait pour que le réseau de distribution reste sous contrôle public." Mais il s'inquiète pour les réseaux indépendants de taille plus modeste. Et pour le réseau national. En effet, Cegedel est une société anonyme, et n'est nullement à l'abri d'une OPA, une tentative de prise de contrôle, de la part d'une grande entreprise privée.



Entretenir les infrastructures, un service public par excellence

(Photo: RK)

autres: elle propose d'investir massivement dans de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en électricité, notamment de nouvelles interconnexions des réseaux de haute tension.

Concentré d'énergie

Interrogé par le woxx, Claude Turmes avait développé son modèle de la libéralisation. De nombreuses petites unités de production relativement écologiques permettraient d'économiser sur les investissements dans les lignes de haute tension. Les grandes sociétés resteraient certes attachées au mode de production centralisé et à la concentration du pouvoir qui

onnement. Tout est en place pour que la libéralisation du marché de l'électricité débouche sur le pire des scénarios envisagés par Claude Turmes: à la place des monopoles nationaux semi-publics, on finirait par avoir un oligopole européen d'entreprises privées.

Cette évolution est également pronostiquée par des critiques plus virulents comme les altermondialistes autrichiens Michel Reimon et Christian Felber, récemment de passage au Luxembourg. Dans leur "Schwarzbuch Privatisierung" (Le livre noir de la privatisation, non encore traduit), ils expliquent comment le jeu de la concurrence finit par faire augmenter les

ligopole sera réalisé et les prix retrouveront les niveaux d'antan.

De toute façon ce sont surtout les gros consommateurs qui profitent des baisses de prix actuelles. Sur dix ans, le tarif pour clients résidentiels est descendu de dix, celui pour gros clients de dix-neuf pour cent. En Allemagne, l'industrie paye le kWh à 4,40 cents, un quart seulement du prix facturé aux ménages. Cela n'incite évidemment pas les gros consommateurs aux économies d'énergie. Quant aux producteurs et aux fournisseurs d'électricité, leur objectif est bien entendu d'en produire et d'en vendre un maximum, rappelle le "Schwarzbuch". Cette logique entre en